À Montbéliard, le combat d'une maire face à la hausse de l'insécurité

Dans le Doubs, Marie-Noëlle Biguinet (LR) réclame des moyens contre la délinquance.

CÉLESTINE GENTILHOMME @celestineghm
ENVOYÉE SPÉCIALE À MONTBÉLIARD (DOUBS)

JACKY NAEGELEN/HANS LUCAS POUR LE FIGARO

La maire de Montbéliard, Marie-Noëlle Biguinet, échange avec des policiers muncipaux dans les locaux du centre de supervision urbain. La ville a équipé ses rues de 84 caméras de vidéosurveillance.

SÉCURITÉ La neige recouvre leur blouson d'une fine pellicule blanche. Dans les rues presque désertes de Montbéliard (Doubs), une brochette de policiers municipaux, têtes baissées, brave le froid. Les agents font une pause, discutent avec un commerçant, puis reprennent leur ronde. « *Vous êtes mes yeux et mes oreilles* », se plaît à leur répéter Marie-Noëlle Biguinet, maire LR de la ville. Elle sait qu'ils sont ses meilleurs relais depuis que sa ville de 25 000 habitants connaît un sursaut d'insécurité. Rodéos urbains, trafic de drogue, excès de vitesse, hausses des infractions et des délits (+12 % de coups et blessures volontaires hors famille entre 2021 et 2022, +71 % de vols de véhicules, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur)… « *Comme partout en France, la situation s'est dégradée en l'espace de vingt ans* », reconnaît l'édile, un brin désemparée.

Sous son grand parapluie noir, l'élue locale s'arrête de longues minutes devant le commissariat. Le visage fouetté par le vent, elle prend le pouls : « *Alors, c'est calme, aujourd'hui ?* » La journée est plutôt tranquille. À la tête de la ville depuis bientôt dix ans, Marie-Noëlle Biguinet soigne ses troupes. Mais face aux incivilités, l'écharpe de maire est, depuis un certain temps, de plus en plus lourde

> **Quand ça ne bouge pas assez au niveau national, on se dit qu'on ne peut pas rester comme ça. Alors, à la fin, on doit faire le boulot de l'État**
> MARIE-NOËLLE BIGUINET

à porter. Les attentes, aussi, se font plus pressantes. « *C'est à moi que l'on demande des comptes. Quand je sors dans la rue, les habitants me disent : "Il y a encore eu des rodéos la nuit dernière, qu'est-ce que vous faites ?"* », raconte-t-elle. Et à chaque fois, elle réplique : « *Mais moi, je ne peux pas tout !* »

Depuis son bureau, où trônent deux portraits du général de Gaulle, la sexagénaire n'en démord pas : un maire doit garantir « *la tranquillité de la vie publique* », et non « *la sécurité publique* ». « *C'est une mission régalienne* », tranche-t-elle. Au fil des années, pourtant, la frontière s'est estompée. Il lui a fallu se saisir de ces dossiers délicats, sans trop broncher. Celle qui devait jusque-là assurer la quiétude de sa commune « en bon père de famille » se retrouve désormais en première ligne face à la délinquance. « *Je pourrais dire que ce n'est pas mon problème. Mais quel maire aurait l'inconscience de faire ça ?* », feint-elle d'interroger, avant de s'interrompre. « *C'est quand même le rôle de l'État !* »

Qu'importe, Marie-Noëlle Biguinet ne veut pas mettre la poussière sous le tapis. Le temps presse tandis qu'une minorité de jeunes sème la pagaille dans l'un des deux quartiers prioritaires. Ici comme ailleurs, la violence gangrène ces immenses tours de béton, construites du temps où les usines automobiles tournaient à plein régime. « *L'État nous dit qu'il y a un sentiment d'insécurité. Mais quand vous dites ça aux gens, ils sont furieux ! Eux vous disent que c'est une réalité qu'ils vivent au quotidien* », grince cette figure de la droite locale, en référence aux propos de l'ex-première ministre Élisabeth Borne. Son quotidien, assure-t-elle, est celui que vivent d'autres collègues aujourd'hui, à la tête de villes moyennes. « *Il faut qu'on reconnaisse que l'insécurité est un vrai cancer en France, et là, on y va !* », s'impatiente-t-elle.

En attendant, la maire continue de mener sa barque. Comme elle peut. Depuis son élection, en 2014, elle a plus que doublé ses effectifs de police municipale, passant de six à quatorze agents, l'une des seules « *réponses sécuritaires* » que peut dégainer un élu local. Mais le compte n'y est pas encore. « *Il faudrait un policier pour 1 000 habitants, soit 25 à Montbéliard*, concède l'élue. *Je n'ai pas les moyens : un agent coûte a minima 30 000 euros par an, et il faut encore ajouter les locaux puis l'équipement.* » D'autant que ses équipes prêtent de plus en plus main-forte à la police nationale qui manque de bras sur le territoire au vu du niveau de délinquance, et malgré les « *efforts réalisés* ». Quitte à parfois endosser le rôle de leurs collègues. Notamment lorsque des bandes à scooters se défient, main sur l'accélérateur, dans les rues de la ville. « *Quand ça ne bouge pas assez au niveau national, on se dit qu'on ne peut pas rester comme ça. Alors, à la fin, on doit faire le boulot de l'État !* », tonne l'ancienne assistante sociale. Loin de la capitale, un vertige la saisit soudainement : « *On sait que des policiers seront envoyés à Paris cet été pour les Jeux olympiques. Qu'est-ce qu'il va se passer chez nous ?* »

Quand elle refait les comptes, dossiers en main, Marie-Noëlle Biguinet voit rouge. « *Les années qui arrivent vont être compliquées*, alerte-t-elle. *On est d'autant plus perdant que l'on a dû investir massivement sur la sécurité.* » La municipalité a quadrillé ses rues de 84 caméras de vidéosurveillance, dont les images sont centralisées au centre de supervision urbain (CSU). Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs été détruites, il y a

> **Il y a toute une population de jeunes, et même de jeunes adultes, qui n'ont plus les codes ni l'éducation. Ils sont perdus et vont chercher d'autres repères que les institutionnels**
> MARIE-NOËLLE BIGUINET

quatre ans, dans l'un des quartiers sensibles. À la tombée de la nuit, des jeunes ont dérobé un engin de chantier qui stationnait sur une zone de travaux et s'en sont servis pour abattre les immenses mâts des caméras, fraîchement installées au milieu des immeubles. Des lampadaires, des panneaux de signalisation et des poteaux en béton ont également été fauchés. La facture est salée. « *On nous avait dit que les mâts étaient indestructibles. Une partie a été remboursée, mais ça nous a coûté une fortune* », lâche-t-elle, assise devant le poste de contrôle.

Dans cette bataille du quotidien, l'élue locale se sent parfois désarmée. Avec cette fâcheuse impression de ne pas avoir les « *outils nécessaires* » entre ses mains. « *Il y a une inadaptation complète de nos pouvoirs par rapport à ce qu'on aimerait faire* », regrette-t-elle. Surtout face au trafic de drogue qui empoisonne depuis plusieurs années quelques recoins de sa commune. « *On connaît pourtant parfaitement les points de deal, les trafiquants et les familles impliquées.* » La maire est aux premières loges. Elle a vu pousser des épiceries de nuit et autres commerces, dont certains servent à blanchir l'argent des délinquants. Mais sa police municipale ne détient pas le pouvoir d'enquête. « *Nous, on ramasse les pots cassés, alors qu'on fait beaucoup de choses pour ces quartiers !* », se contente-t-elle de souffler. Comme en septembre, lorsque des coups de feu ont éclaté dans l'un des secteurs touchés par le trafic. « *J'ai très peur que notre pays devienne comme l'Amérique du Sud* », s'inquiète-t-elle, alors que le fléau ronge désormais les campagnes.

Un autre épisode lui est resté en travers de la gorge. En pleine nuit, le 1er juillet dernier, une soixantaine de jeunes fonce vers la cité judiciaire, située au cœur du quartier prioritaire. La ville était jusque-là épargnée par les violences urbaines qui embrasent le pays. Ce soir-là, la foule tente de s'introduire dans le bâtiment vitré, puis d'y mettre le feu. « *Ce sont des personnes qui savaient organiser des émeutes avec la volonté de marquer un grand coup* », raconte la maire, encore estomaquée. Depuis le centre de contrôle de la ville, où une caméra surveille le tribunal, un opérateur de la police municipale remarque des éclats lumineux sur ses écrans.

Alertées, la police nationale et la gendarmerie se rendent sur place. Elles essuient des jets de pierre, mais réussissent à éviter l'incendie. « *À dix secondes près, tout partait en fumée. Vous imaginez l'image détestable qu'on aurait donnée, partout à la télé, de Montbéliard ?* », bondit l'élue, montrant les carreaux toujours cassés sur la façade. Dans le lot de casseurs, une bonne partie est passée entre les mailles du filet quand d'autres ont écopé de quelques heures de travaux d'intérêt général. Certains se sont fait remonter les bretelles dans le bureau de l'adjoint à la sécurité de la maire, flanqués de leurs parents. Un simple « *rappel à l'ordre* » qui n'engage en rien le fauteur de troubles à revoir son comportement. « *À quoi ça sert ? À peine sortis du bureau, ils recommenceront* », rétorque Marie-Noëlle Biguinet, roulant des yeux. « *Parfois, on se dit : tout ça pour ça ?* »

L'édile ne veut pas perdre de terrain. Ici, il n'y a pas de « *zone de non-droit* », balaie-t-elle. Lorsqu'elle se faufile entre les immeubles, il lui arrive certes de recevoir quelques « *noms d'oiseau* ». Elle poursuit son chemin, sans lever la tête. « *Il y a toute une population de jeunes, et même de jeunes adultes, qui n'ont plus les codes ni l'éducation. Ils sont perdus et vont chercher d'autres repères que les institutionnels* », analyse celle qui fut la première femme à prendre les rênes de la ville. Marie-Noëlle Biguinet le sait, son mandat l'expose.

Ses mots, aussi, peuvent déranger. Dans un clip tourné aux pieds des tours, il y a deux ans, le rappeur local « M2Z » s'en est d'ailleurs pris violemment à la maire. « *C'était chaud cette année, semande à la Biguinet, cette sorcière au gros nez veut nous voir condamnés* », assène-t-il, entouré d'une vingtaine de jeunes cagoulés. Avant de la traiter de « *sale pute* » quelques secondes plus tard, les majeurs en l'air. Injure publique finalement condamnée par la justice, l'artiste s'étant vu infliger une amende. Un mois plus tôt, le Montbéliardais l'avait déjà injuriée lors d'un « freestyle » publié sur les réseaux sociaux. « *Ces personnes-là sont complètement indifférentes à l'image du maire et à l'autorité qu'il représente* », élude l'intéressée, qui refuse de se laisser intimider. Et de professer, presque résignée : « *Forcément, quand un maire doit assumer le rôle de l'État, il est parfaitement identifié. Et, donc, à portée de baffe.* » ■